

## Zone vulnérable nitrates 2026 : « les hors-sol de l'administration »



Zone vulnérable nitrates 2026 : « les hors-sol de l'administration »

### Lionel Candelon-Bonnemaison Président de la Chambre d'agriculture du Gers prend la parole

« Après avoir passé plusieurs heures en réunion visioconférence avec la direction départementale des territoires du Gers et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, je suis consterné et abasourdi par la sur-transposition des normes franco-françaises qui est toujours en vigueur et que nous avons dénoncée durant l'année 2024.

En effet, la révision des cartes amène l'État à proposer que l'ensemble du département du Gers passe désormais en zone de vulnérabilité aux nitrates.

Tout cela est dû à une seule mesure pour l'ensemble des stations relevée en janvier 2023 qui, suite à la sécheresse inédite de l'année 2022, a enregistré le ressuyage de nos terres causé par les pluies hivernales majeures durant les mois de décembre et janvier et ont provoqué cette mesure hors norme, parfois 10 fois supérieure à la moyenne calculée sur 4 ans (sur plus d'une quarantaine de mesures).

Alors que si l'on prend ces moyennes sur 4 ans, nous pourrions au minimum déclasser aujourd'hui la moitié du département.

Il est bien sûr hors de question d'accepter une telle irrationalité.

Face à cela, la Chambre d'agriculture du Gers va présenter sa carte de zone vulnérable nitrates que l'État devra mettre en place. Aucune négociation ne sera possible sur notre proposition tant que la rémunération de la mise en place des couverts végétaux ne sera pas effective sur notre territoire.

Chaque année, les agriculteurs qui participent à "l'effort de guerre" de la mise en place des couverts végétaux en sont pour plus de 100€ à l'hectare de leur poche sans rémunération en face. Tout cela à cause d'une sur-transposition franco-française qui vient condamner d'office les années de bon travail et de loyaux services de nos agriculteurs gersois.

Pas de sur-transposition de normes dans notre pays, et tout travail mérite salaire.

Nous entendons bien nous battre pour faire reconnaître le bon sens paysan et la reconnaissance du travail de nos agriculteurs."